

Marine Le Pen : «On ne répond pas à une crise politique à coups de matraque»

écrit par Laveritetriomphera | 12 janvier 2019



Elle s'est peu exprimée sur la crise des gilets jaunes. La présidente du RN Marine Le Pen lance ce dimanche à la Mutualité à Paris la campagne pour les Européennes du 26 mai par un premier meeting. Elle débutera sa tournée dans les régions par le Vaucluse, puisqu'elle tiendra un meeting au Thor le samedi 19 janvier, à 15 heures. Entretien exclusif.

Si vous étiez présidente de la République, comment sortiriez-vous de cette crise des gilets jaunes ?

Le choix qui est fait par le gouvernement et le président de la République est le choix de la division, le choix d'hystériser le débat. Au lieu d'unir, il aggrave les fractures. En Marche ! s'est fait aveugler par l'illusion de la majorité : ils pensent que parce qu'ils sont ultra-majoritaires à l'Assemblée nationale ils sont ultra-majoritaires dans le pays. Le mode de scrutin fait que l'Assemblée nationale n'est pas représentative de l'avis des Français, donc les décisions qu'ils ont pris sur la fiscalité, tant le niveau que l'utilisation de l'impôt, n'emportent pas l'accord majoritaire des Français. C'est là le péché originel.

Il n'existe pas aujourd'hui de consentement à l'impôt, fondement pourtant de notre pacte républicain. Je propose trois étapes pour sortir de la crise. D'abord, une loi pour établir la proportionnelle aux élections, le référendum d'initiative populaire, la réduction du nombre de parlementaires parce que la représentation du peuple n'est pas juste et c'est aussi une crise de représentativité. Ensuite, la dissolution de l'Assemblée nationale. C'est l'issue inévitable. Enfin, l'élection d'une nouvelle Assemblée qui pourra sereinement, de manière apaisée revoir la politique fiscale, la politique sociale, validée par l'élection.

Dans cette crise vous êtes un peu en retrait. Vous êtes dans le soutien, dans la condamnation ?

Je me refuse à participer au piège qui est tendu par le gouvernement et qui consiste à jeter des gilets jaunes contre des uniformes bleu marine. C'est confortable pour le gouvernement, car il s'extrait de sa responsabilité. On voit bien la stratégie : « Regardez ces gilets jaunes qui tapent sur la police ». Pendant ce temps-là, le gouvernement se met en retrait et la colère n'est donc plus contre lui mais contre la police. C'est ignoble de cynisme et terriblement dangereux pour l'unité du pays. Je partage les préoccupations des gilets jaunes, je soutiens les revendications qu'ils portent, pour peu qu'elles soient compatibles avec le projet qui est le mien, et c'est vrai qu'il y a beaucoup de points communs, évidemment je condamne la violence d'où qu'elle vienne, et je déplore les victimes quelles qu'elles soient. Mais je n'entends pas, comme responsable politique, passer je ne sais combien de semaines à commenter du dimanche au vendredi les événements qui ont eu lieu le samedi. Il faut en sortir. Donc je ne vois pas d'autres solutions que le plan que je propose et, je pense que M. Macron en viendra à la dissolution. Mais combien y aura-t-il de blessés, combien y aura-t-il de fractures... avant qu'il soit contraint d'en revenir aux urnes qui est le meilleur moyen de répondre à une crise politique.

On ne répond pas à une crise politique à coups de matraque.

Êtes-vous pour le rétablissement de l'Impôt sur la fortune (ISF) ?

J'ai toujours été pour le maintien de l'ISF. Exclure du calcul les résidences principales m'apparaîtrait juste à l'égard des classes moyennes. Ça coince parce que le gouvernement choisit de faire aux plus riches des cadeaux extraordinaires alors que, dans le même temps, il cogne sur les classes populaires et sur les classes moyennes avec des augmentations d'impôts qui ne permettent plus aux Français de vivre dignement.

C'est le cas de la CSG pour les retraités. C'est ce double phénomène qui est absolument scandaleux. L'urgence est d'abord de faire baisser la pression fiscale pour les classes moyennes et pour les TPE/PME. On nous dit : regardez le cadeau que M Macron vient de faire aux Français, alors qu'il leur rend les 10 milliards qu'il leur a pris. C'est presque du Coluche qui disait : « File-moi ton portefeuille je te filerai cent balles ». Cette incroyable injustice doublée de la crise de représentativité, c'est un cocktail détonnant dans une démocratie.

Pour les Européennes, vous propulsez Jordan Bardella, un jeune élu de 23 ans, comme tête de la liste RN. Quel message faut-il y voir et quelle est votre stratégie ?

Le message est qu'on est entré dans un nouveau monde. Sauf que M. Macron croit qu'il est le premier dirigeant du nouveau monde alors qu'il est le dernier de l'ancien monde. L'Union européenne telle qu'on la connaît et telle qu'on nous l'a imposée, et qui a été un échec total sur l'ensemble des sujets, doit ouvrir aujourd'hui la voie à la construction d'une nouvelle organisation européenne. Quoi de mieux que de confier à un jeune le soin de mener ce combat essentiel qui engage les destinées des générations qui vont nous

suivre. C'est cohérent. Autant, hier, nous étions très isolés en Europe, autant, aujourd'hui, nous avons la possibilité de mettre en œuvre notre projet avec nos amis de la Ligue italienne, avec le FPÖ, avec les Hongrois, avec tous ces mouvements qui sont arrivés au pouvoir, qui sont sur le point d'y arriver ou qui pèsent d'un poids électoral très important.

Le nouveau monde, c'est celui qui tourne le dos à tout ce que représente Emmanuel Macron. Celui qui tourne le dos à la mondialisation sauvage, à la concurrence de tous contre tous, à l'ultralibéralisme, au libre-échange et à la destruction de la planète. Tout ce que représentent lui et ses amis.

Quelle est votre Europe idéale ?

L'Europe des Nations. L'Europe des coopérations, où les Nations conservent leur souveraineté et participent volontairement, ou ne participent pas, à des projets qui sont déterminés. En fait c'est Airbus, c'est Ariane, c'est ce qui a fonctionné. Ce sont des projets construits entre les Nations toutes consentantes. Aujourd'hui nous sommes confrontés à une Union européenne carcérale.

Salvini en Italie, le nouveau parti Vox en Espagne, le FPÖ autrichien... ils sont arrivés au pouvoir mais pas tous seuls. Etes-vous prête à faire des alliances et à parler avec Laurent Wauquiez ?

Le mode de scrutin de l'ensemble des pays en Europe, c'est la proportionnelle, c'est un mode de scrutin qui oblige à des alliances.

Nous sommes aujourd'hui dans un nouveau clivage : à la présidentielle les Français ont décidé de mettre au second tour le chef des mondialistes et le chef des nationalistes. Cette élection européenne est une confirmation de ce clivage, un parti comme Les Républicains est en train d'implorer. Une partie de LR rejoint le camp des mondialistes, c'est Juppé, une partie de LR rejoint le camp des nationaux, c'est

Mariani. Comme le PS qui a déjà été victime de cette implosion, les LR de M. Wauquiez ont vocation à disparaître.

Jean-Luc Mélenchon est finalement dans le même camp que vous...

Il est au milieu du gué. Il n'a pas encore choisi sa rive. Il est ballotté par les pressions en interne de son mouvement. S'il rejette les souverainistes de gauche pour se soumettre à la pression des indigénistes et des communautaristes de gauche ce sera la fin. J'écoute tous les gilets Jaunes, y compris ceux qui ont voté pour lui.

Considérez-vous Thierry Mariani, qui quitte LR pour vous rejoindre, comme une prise de guerre ?

Non, ce n'est pas une prise de guerre. C'est un phénomène prévisible et naturel. C'est avec Jean-Paul Garraud la droite populaire qui rejoint le Rassemblement national. Wauquiez ayant fait le choix de dire la même chose que nous, mais fait exactement l'inverse, aurait dû s'appuyer sur la droite populaire, or, c'est cette frange-là qui quitte son parti en même temps que les amis de M. Juppé. Quel est l'avenir de Wauquiez puisque tout le monde s'en va ?

Si Thierry Mariani et Jean-Paul Garraud nous rejoignent c'est parce qu'ils savent que nous sommes un pôle de rassemblement à vocation majoritaire. C'est l'arrivée au pouvoir qu'on est en train de construire. Si j'ai voulu changer le nom du Front national c'est aussi parce que j'avais cet objectif en vue, ce grand rassemblement.

Vous êtes déjà dans la présidentielle ?

Nous sommes dans les Européennes mais nous travaillons déjà sur les municipales. Je ne sais pas s'il y aura des listes partout. Partout où on peut gagner, c'est certain. On avance marche après marche : à Hénin-Beaumont on a gagné la ville puis les cantons, puis les circonscriptions du bassin minier. Nos élus locaux font leurs preuves et font avancer nos idées.

Dans la recomposition, les municipales sont une étape importante.

Marion Maréchal ne sera pas sur la liste RN aux Européennes ?

Non, car elle ne le souhaite pas. Pour l'instant elle a arrêté la politique, mais peut-être qu'elle y reviendra. La politique est un virus dont on ne guérit jamais. Bon chien chasse de race comme dirait mon père. Pour l'instant elle souhaite avoir une expérience professionnelle, c'est tout à son honneur. Laissons-la compléter son CV.

Le grand débat national, c'est plutôt une bonne chose ?

C'est hors sujet. On est allé trop loin. C'est visiblement Nicolas Sarkozy, son visiteur du soir qui lui a soufflé cette idée-là. Cela va tourner en bide total avec des En Marche ! qui parlent entre eux. Les maires ne veulent pas l'organiser et je les comprends. Et puis, faire des consultations régionales avec des gens tirés au sort, vous avez déjà entendu un procédé aussi stupide que cela ? Macron, c'est l'adversaire, c'est un imposteur. Il a été élu sur une imposture, et il n'y a pas loin à penser que dévoilé, il pourrait brûler ses vaisseaux. En quelques mois il met le pays à feu et à sang et démontre un amateurisme absolument inouï dans l'intégralité des domaines.

Les 15 000 euros de salaire brut de Chantal Jouanno pour présider la Commission du débat public, ça vous choque ?

C'est très révélateur. Il y a plus de 350 comités théodule rattachés au gouvernement, donc plus de 350 Mme Jouanno. Ça confirme bien ce que nous disons depuis longtemps, la France est sous-gouvernée et suradministrée, et que c'est un peu la République des copains. Quand on ne sait pas où recaser quelqu'un, on lui crée une espèce de « haute autorité de je ne sais pas quoi », qui ne sert jamais à rien et qui coûte une véritable fortune.

Trouveriez-vous normal que les gilets jaunes constituent une liste aux Européennes ?

Mais enfin qui serais-je donc pour interdire à quiconque de monter une liste aux Européennes ? S'ils souhaitent monter une liste aux Européennes qu'ils le fassent.

Mais ils risquent de vous prendre des voix...

Ça ne m'embête pas, je n'ai pas peur de la démocratie, je n'ai pas peur du peuple, je n'ai pas peur du référendum... Je trouve que tout ça est plutôt sain.

Si certains veulent venir sur votre liste, vous les prenez, vous discutez... qu'est-ce que vous faites ?

On n'a pas cessé de discuter avec les gilets Jaunes. On a déjà sur notre liste des gens qui en quelque sorte sont déjà des gilets jaunes. Ce qui est sûr, c'est que je ne participerai pas à une espèce de course démagogique à laquelle j'assiste de la part de certains. Je n'en ai pas besoin, cette France des oubliés vous m'avez entendu parler d'elle depuis déjà de nombreuses années.

Sur les douze premiers noms de votre liste que vous allez dévoiler dimanche, y aura-t-il des surprises, d'autres ralliements ?

Un tiers vient de l'extérieur du mouvement, donc quatre sur douze, un tiers de députés européens sortants, et un tiers d'adhérents du Rassemblement national. Les équilibres sont respectés. L'idée n'est pas de faire du buzz, c'est de montrer qu'avec des gens qui ont des parcours de droite et de gauche on met en œuvre cette recombinaison politique. Je serai avant-dernière de la liste. J'ai souvent tiré les listes, là je vais m'essayer à la pousser. Notre objectif c'est d'être en tête. De battre Macron et ce qu'il représente, la mondialisation dont il est le symbole.

Selon vous, l'immigration doit-elle être dans le grand débat national ?

Evidemment, même si on sait très bien ce que les Français pensent de ce sujet. L'immigration est un peu le symbole de la manière dont on gouverne contre le peuple depuis des années. Ça fait des années que les Français veulent moins d'immigration, qu'on arrête la relocalisation des migrants, etc. Et en fait, on continue à leur imposer. C'est un des sujets divers sur lesquels les Français sont contredits de manière systématique.

Vous débutez vos meetings de campagne le 19 janvier au Thor, dans le Vaucluse, parce que ce département est la terre électorale de Marion Maréchal ?

L'idée est plutôt de faire ça chez Thierry Mariani. Mais j'aurai l'occasion d'aller partout.

<https://www.ledauphine.com/france-monde/2019/01/12/marine-le-p-en-on-ne-repond-pas-a-une-crise-politique-a-coups-de-matraque>